**COP21 : les principaux points de l'accord de Paris sur le climat**

Après 13 jours de négociations, les 195 pays réunis pour la conférence de Paris pour le climat sont parvenus à un accord historique sur le climat, samedi 12 décembre. Selon les mots de Laurent Fabius, président de la COP21, le texte adopté est "juste, durable, dynamique, équilibré, et juridiquement contraignant". Avec cet accord, le monde s'est engagé sur une limitation de la hausse de la température "bien en deçà de 2°C", une révision "tous les 5 ans" de ces objectifs et une aide financière conséquente aux pays du Sud, samedi 12 décembre au Bourget. Voici les principaux points de cet accord.

**Limiter le réchauffement "Bien en-deçà de 2°C"**

Le texte propose de limiter la hausse de la température "bien en deçà de 2°C" et de "poursuivre les efforts pour limiter la hausse de la température à 1,5°C", ce qui impose de réduire drastiquement les émissions de gaz à effet de serre (GES).  Plusieurs politiques doivent être adoptées pour arriver à cet objectif : des mesures d'économies d'énergie, davantage d'investissements dans les énergies renouvelables, une politique de reboisement des forêts. De nombreux pays, notamment les États insulaires menacés par la montée du niveau de la mer, soulignent qu'ils sont en danger au-delà d'une hausse de 1,5°C.

**Comment y arriver ?**

Sur 195 pays, 186 ont annoncé des mesures pour limiter ou réduire leurs émissions de gaz à effet de serre d’ici 2025-2030. Mais même si elles étaient respectées, la hausse de température serait ramenée à environ 3°C. Pour atteindre l'objectif "bien en-deçà de 2°C", le texte propose "un pic des émissions de gaz à effet de serre le plus tôt possible" et "d'entreprendre des réductions rapides ensuite... afin de parvenir à un équilibre entre émissions" causées par les activités humaines et celles "absorbées par les puits de carbone durant la seconde moitié du siècle", une référence possible aux forêts, mais aussi à la technique du captage et stockage du CO2.

**Révision à la hausse des engagements**

Un des dispositifs clés de l'accord est la mise en place d'un mécanisme de révision des engagements nationaux qui restent volontaires. Elle aura lieu tous les cinq ans et chacune "représentera une progression" par rapport à la précédente. La première révision obligatoire aurait lieu en 2025, après un bilan de l'action collective en 2023. Certains craignent que ce mécanisme soit trop tardif pour rester sous les 2°C. Une première discussion sur les actions prises et à prendre est pourtant prévue en 2018.

**Pays développés, pays en développement : qui fait quoi ?**

La convention climat de l'ONU de 1992 a instauré une division stricte entre pays développés et pays en développement dans le partage des obligations. Les pays industrialisés, Etats-Unis en tête, veulent assouplir cette ligne de partage qu'ils jugent dépassée au vu de l'essor économique des grands pays émergents, mais des pays comme l'Inde refusent de l'effacer, au nom de leur droit au développementet de la responsabilité historique du Nord dans le dérèglement climatique.   
  
Quant à la réduction des émissions de gaz à effet de serre, cette "différenciation" reste actée : les pays développés "doivent être à la pointe et se doter d'objectifs de réduction d'émissions en valeur absolue", alors que les pays en développement "devraient continuer à améliorer leurs efforts" de lutte contre le réchauffement, "à la lumière de leur situation nationale".

**On va aider financièrement les pays du Sud**

En 2009, les pays riches ont promis de verser 100 milliards de dollars par an à partir de 2020pour financer les politiques climatiques des pays en développement. Ces derniers exigent ensuite une progression de cette somme et plus de clarté sur les moyens d'y parvenir. Le texte acte que cette somme de 100 milliards de dollars n'est qu'un "plancher", et qu'en 2025, un nouvel objectif sera posé sur la table.  
  
La formule proposée est que "les pays développés doivent apporter des ressources financières pour aider les pays en développement" à s'adapter aux effets du changement climatique et à prendre des mesures pour réduire leurs émissions. "D'autres parties (pays ou groupe de pays) sont encouragées à apporter un soutien sur une base volontaire".

**Questions in English**

1. What happened on 12th December 2015?

………………………………………………………………………………………………

2. How did Laurent Fabius describe the agreement?

………………………………………………………………………………………………

3. What three main points are made about the agreement in the first paragraph?

………………………………………………………………………………………………

………………………………………………………………………………………………

4. What will be required to limit temperature rise to 1.5°C?

………………………………………………………………………………………………

5. Mention three main policy measures required.

………………………………………………………………………………………………

………………………………………………………………………………………………

6. Which countries in particular feel threatened by a rise beyond 1.5°C? Why?

………………………………………………………………………………………………

7. Why is the figure of 3°C mentioned?

………………………………………………………………………………………………

………………………………………………………………………………………………

8. What is meant by “puits de carbone?

………………………………………………………………………………………………

9. What will happen exactly every five years?

………………………………………………………………………………………………

10. What do some fear?

……………………………………………………………………………………………

11. What would the USA like to see?

……………………………………………………………………………………………

……………………………………………………………………………………………

12. Why do countries like India object to this?

……………………………………………………………………………………………

……………………………………………………………………………………………

……………………………………………………………………………………………

13. In terms of CO2 reduction what difference is made in the agreement between developed and developing countries?

……………………………………………………………………………………………

……………………………………………………………………………………………

……………………………………………………………………………………………

14. Why is 100 billion dollars mentioned?

……………………………………………………………………………………………

15. Translate:

La formule proposée est que "les pays développés doivent apporter des ressources financières pour aider les pays en développement" à s'adapter aux effets du changement climatique et à prendre des mesures pour réduire leurs émissions. "D'autres parties (pays ou groupe de pays) sont encouragées à apporter un soutien sur une base volontaire".

……………………………………………………………………………………………

……………………………………………………………………………………………

……………………………………………………………………………………………

……………………………………………………………………………………………

……………………………………………………………………………………………

……………………………………………………………………………………………

© frenchteacher.net 2015 Information from rtl.fr

**Teacher’s answers**

1. historic agreement on climate in Paris.

2. fair, sustainable, dynamic, balanced and legally binding.

3. an agreement to limit temperature rise to well below 2 degrees, revise goals every five years and provide help to southern hemisphere countries.

4. drastic reductions in greenhouse gas emissions.

5. energy saving, investing in renewable energy and reforestation.

6. island nations threatened by seal level rise.

7. that is the predicted rise based on countries’ current goals.

8. ways of locking up carbon e.g. forests or carbon capture and storage (“carbon sinks”)

9. national goals will be revised and mark a progression compared the the previous ones.

10. that it will be too late to stop temperatures exceeding 2 degrees.

11. the old defintion of developed and developing nations to be revised, to take account of the rise of nations like India.

12. they feel developed nations, who profited from carbon-based development, owe a historic debt to developing nations which need to grow economically.

13. developed nations have to state specific carbon reduction figures, whereas developing nations just have to make an effort to combat warming based on their national situation.

14. the sum rich countries will invest in helping developing natuions reduce CO2 emissions.

15. The proposed wording is that “developed nations must provide financial support to help developing nations” adapt to the effects of climate change and to take measures to reduce their emissions. “Other stakeholders/parties (countries or groups of countries) are encouraged to offer help on a voluntary basis.”